

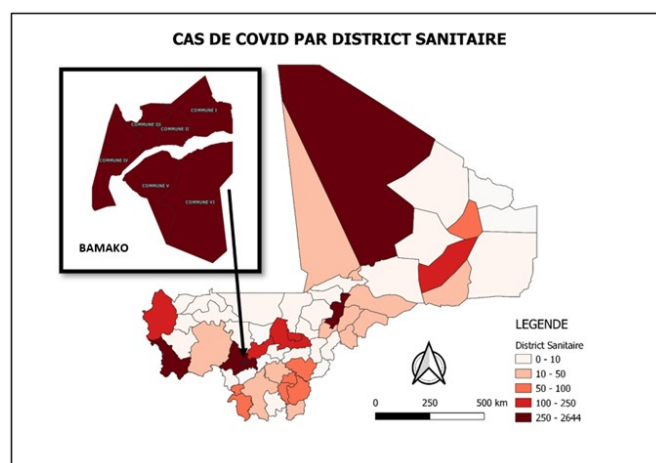


1 SITUATION DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 AU MALI

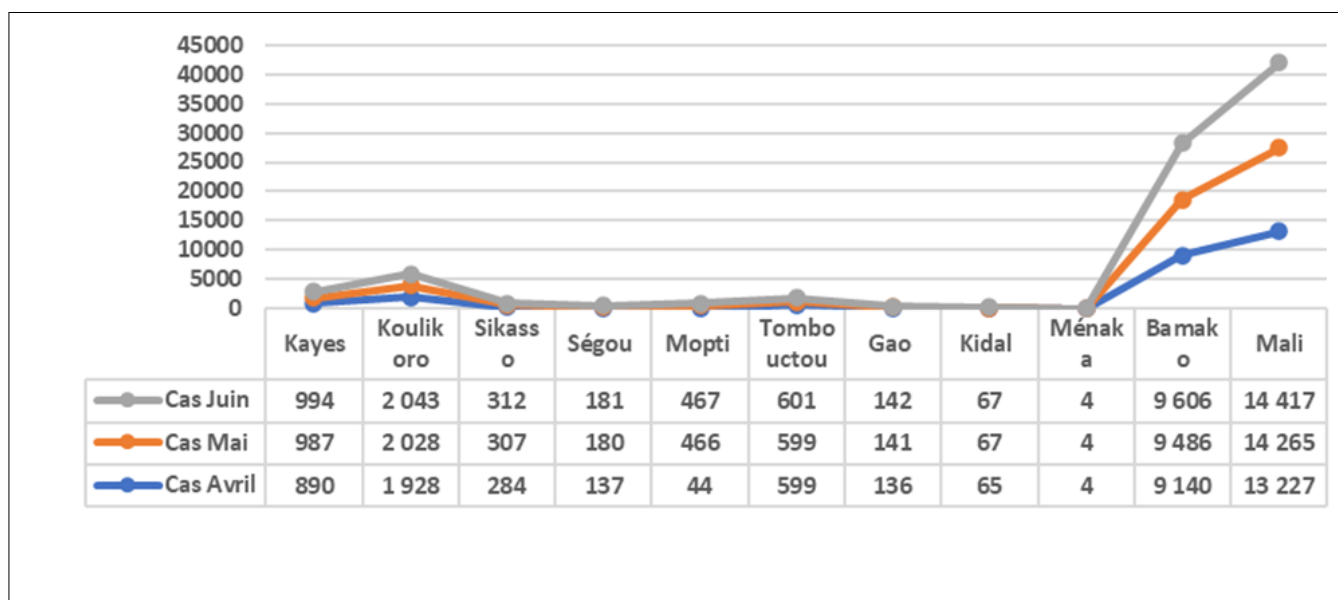
Au cours du 2e trimestre 2021, la situation épidémiologique de la COVID-19 a connu une forte flambée passant de 13227 cas confirmés en fin avril à 14265 cas en fin mai et à 14417 cas à la fin du mois de juin. Au cours de la même période, les cas de guérison ont aussi connu une augmentation avec 18071 cas, 9700 cas et 10058 cas respectivement en avril, mai et juin.

Le nombre de district sanitaire touchés par la pandémie est passé de 57/75 à 58/75 entre mai et juin.

Le District de Bamako concentre 67,1% des cas confirmés en avril, 66,5% en fin mai et 66,5% en fin juin. Il est suivi de la région de Koulikoro avec 14,1% en avril, 14,2 en mai et 14,2%, en juin, a région de Tombouctou avec 4,4% en avril et mai et 4,2% en juin et la région de Mopti avec 3,3%, en avril et mai et 3,2% en juin. Les six communes du District de Bamako, les districts sanitaires de Kalabankoro, Kati, Kéniéba et Tombouctou sont les plus affectés par l'épidémie dépassant tous 550 cas confirmés.



Carte 1: Répartition de cas de Covid 19 par District Sanitaire



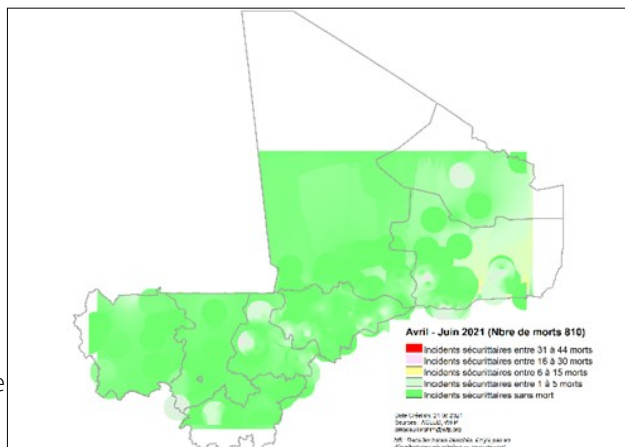
Graphique 1 : Evolution des cas de COVID – 19 d'avril à juin 2021

La situation épidémiologique reste toujours préoccupante au regard de la persistance des cas en cette fin de juin 2021 et le défi reste la prise de conscience par les différentes couches de la population et l'acceptation de la vaccination par les populations.

2 SITUATION SÉCURITAIRE

Sur le plan sécuritaire selon les données ACLED, le 2e trimestre a aussi enregistré des incidents dans l'ensemble du pays. Au total 810 morts pour 585 incidents. Ces chiffres comparés à ceux du 1er trimestre (977 morts dans 483 incidents) connaissent une légère augmentation du nombre d'incidents et une baisse du nombre de morts. Comparativement aux données de la même période de l'année 2020 (1608 morts dans 626 incidents), le nombre d'incidents a légèrement baissé et le nombre de décès a diminué presque de 2 fois c'est-à-dire 1608 en 2020 contre 810 en 2021.

Pour ce qui concerne la localisation de ces incidents, Mopti reste la région la plus touchée et près de la moitié des incidents (274) ont été enregistrés dans les régions de Mopti et de Ségou et 251 incidents dans le Nord (Gao, Tombouctou, Ménaka et Kidal).

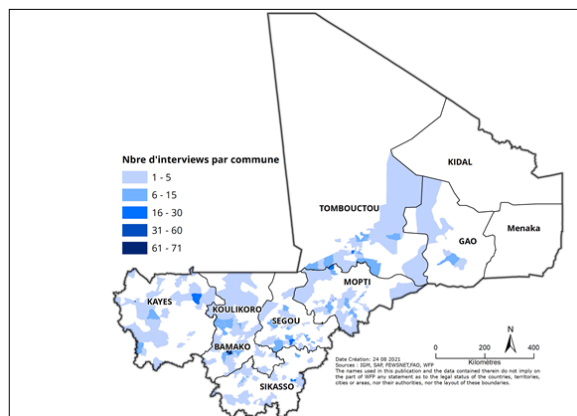


Carte 2 : Carte sur la situation sécuritaire au Mali en fin juin 2021

Bien que l'ensemble du pays soit touché par le défi sécuritaire, les incidents évoluent différemment en fonction des régions et avec le temps. Au regard des données, les zones les plus touchées sont le centre et une partie de Ségou, le Nord par les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Ménaka.

3 Methodologies

L'approche méthodologique aussi bien adaptative qu'évolutive a associé des techniques mixtes prenant à la fois en compte les aspects aussi bien qualitatifs que quantitatifs. L'échantillon de cette enquête mVAM dérive de l'échantillon aléatoire stratifié à 2 degrés des enquêtes ENSAN qui ont la Section d'énumération (SE) - ou aire statistique de localisation géographique - pour unité primaire de sondage et le ménage comme unité secondaire. La base de sondage mVAM étant constitué de la liste des 58,219 numéros de téléphones valides des ménages acceptant d'être recontactés à la suite des 9 cycles d'enquêtes ENSAN conduits entre 2016 et 2020, des enquêtes de suivi post-distribution ou d'autres activités (mPDM FFA, Nutrition, post-ciblage et assistance alimentaire inconditionnelle) réalisées par le PAM et ses partenaires.



Carte 3 : Répartition de l'échantillon sur le territoire national

Les résultats présentés dans ce bulletin sont fondés sur une triangulation des informations issues :

- ⇒ De l'analyse des données collectées par téléphone dans le cadre de l'enquête mVAM, sur un échantillon de 1260 ménages soit une moyenne mensuelle de 420 ménages répartis à travers tout le pays durant période allant du 1er avril au 30 juin 2021.
- ⇒ Des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui inclut le système d'information des marchés, par le SAP, l'OMA, le PAM, la FAO, le FEWS NET et les Clusters Sécurité Alimentaire et Nutrition.

4 Disponibilité alimentaire

Les disponibilités en céréales et en légumineuses sont moyennes dans l'ensemble durant le second trimestre de l'année 2021 exceptés par endroits dans les zones d'insécurité du centre et du nord du pays et au nord de la région de

Ségou où l'accès à certains marchés a été fortement perturbé par les attaques des groupes armés. La baisse saisonnière des offres sur les marchés liée à l'épuisement progressive des stocks paysans est de plus en plus observée.

L'approvisionnement des marchés en céréales et en légumineuses reste suffisant dans l'ensemble. Il en est de même pour les autres denrées alimentaires importées grâce à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et aux exonérations de taxes à l'importation et aux subventions pour certains produits de premières nécessités dont le riz, farine, l'huile et le sucre. Les sources principales de nourriture au cours du trimestre portent principalement sur les achats pour 63% des ménages (contre 57% des ménages au premier trimestre), la propre production pour 32% (contre 40%). Cette tendance rentre dans le cadre normal selon 81,7% des ménages et liée à la baisse progressive de la propre production entraînant la hausse de la dépendance des ménages aux marchés notamment pour les petits producteurs.

En termes de stocks, ils sont en diminution saisonnière par rapport au premier trimestre. Environ 62% des ménages disposent de stocks contre près de 70% des ménages au premier trimestre, soit une baisse de 8% consécutive à l'épuisement des stocks. Les stocks alimentaires présents au niveau des ménages sont suffisants pour un mois et plus pour 65% des ménages contre 78% au premier trimestre. Cependant la proportion de ménages ayant un stock de moins d'un mois de couverture est en hausse de 7 points soit 35% des ménages contre 22% au premier trimestre qui constitue la période post récolte. Ainsi, les réserves alimentaires restent très faibles pour 19% des ménages contre 12% en moyenne durant le premier trimestre car le niveau des stocks ne dépasse guère une semaine de consommation.

5 ACCES ALIMENTAIRE ET EVOLUTION DE LA DEMANDE

L'épuisement précoce des stocks familiaux au niveau des petits producteurs, la diminution graduelle des stocks familiaux comme signalé plus haut, la poursuite de la hausse saisonnière des prix des céréales de base même limitée et la baisse globale des revenus des ménages liée aux impacts de la Covid-19 et/ou de l'insécurité affectent négativement l'accès des ménages pauvres aux aliments en cette période de pré-soudure. L'accès des ménages aux champs et aux marchés dans les régions du Nord, du Centre et le Nord de la région de Ségou reste perturbée à cause de la multiplication des incidents sécuritaires et qui ont fortement perturbé les travaux des contre-saison maraichère et rizicole dans la zone de l'Office du Niger. Durant le deuxième trimestre de l'année, environ 14% des ménages ont rencontré des difficultés d'accès aux marchés contre 12% en moyenne lors du premier trimestre à cause principalement des distances longues selon 49% des ménages et de la persistance voire la recrudescence de l'insécurité pour 24% des ménages. Les revenus de la majorité des ménages destinés à la satisfaction des besoins alimentaires et non alimentaires sur les marchés, proviennent principalement de la vente des produits agricoles, des petits métiers, du commerce/petit commerce, du salariat, du travail journalier (agricole/non agricole, des ventes de bétail et ses produits dérivés, des transferts des migrants et autres).

La hausse saisonnière des prix des céréales de base est observée comme d'habitude mais plus marquée dans les régions de Sikasso, Ménaka. Comparés à ceux de l'année dernière et à la même période, ces prix ont oscillé par rapport au mois précédent, entre -3% et 21% d'avril à mai et, entre -5% et 17% de mai à juin 2021 voire 40% à Sikasso sur la période d'avril à juin 2021 à cause de la baisse de la production de maïs de la campagne de l'année dernière. Par rapport à la moyenne quinquennale, les prix de la principale céréale au niveau des marchés des capitales régionales ont évolué entre -5% et 24% d'avril à mai et, entre -14% et 21% de mai à juin 2021. Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait,

huile, sucre) les prix restent stables par rapport au premier trimestre et se maintiennent au-dessus de la moyenne de 10 à 30% notamment pour l'huile et le lait en poudre. Ces niveaux de prix supérieurs à la moyenne réduisent leur accès aux plus pauvres.

La baisse globale de revenus des ménages particulièrement pour les transferts, à cause de la perturbation de l'environnement économique dans les zones d'insécurité et aux effets de la Covid-19 surtout en milieu urbain, continue de réduire les capacités d'accès des ménages pauvres aux marchés. Même si une amélioration des revenus des transferts est notée par rapport au premier trimestre grâce à la reprise des activités économiques dans les zones d'accueil, environ 38% des ménages dépendant de ces envois connaissent une baisse importante de leurs revenus ; ce qui limite leur capacité à satisfaire convenablement à leurs besoins alimentaire et non alimentaire. Au deuxième trimestre, 17,5% des ménages rencontraient des difficultés d'accès à la nourriture liées au manque de moyens financiers pour 89,1% d'entre eux et à la pénurie sur le marché pour 10,9%. La dépendance de plus en plus forte aux marchés avec des revenus faibles expliquent cet état de fait.

La hausse saisonnière de la demande sur les marchés se poursuit et est plus marquée que la normale à cause des achats institutionnels en cours et les demandes habituelles de consommation de la part des zones déficitaires. Quant aux demandes des pays voisins, elles se poursuivent en direction du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal et de la Guinée. Des perturbations sécuritaires limitent les mouvements au niveau des zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger où une hausse avait été constatée durant le premier trimestre en raison de l'importance du nombre de personnes en besoins d'assistance humanitaire dans ces pays. Les flux des céréales du Sud et Centre vers le Nord se poursuivent en dépit des perturbations sécuritaires et de l'état défectueux des routes.

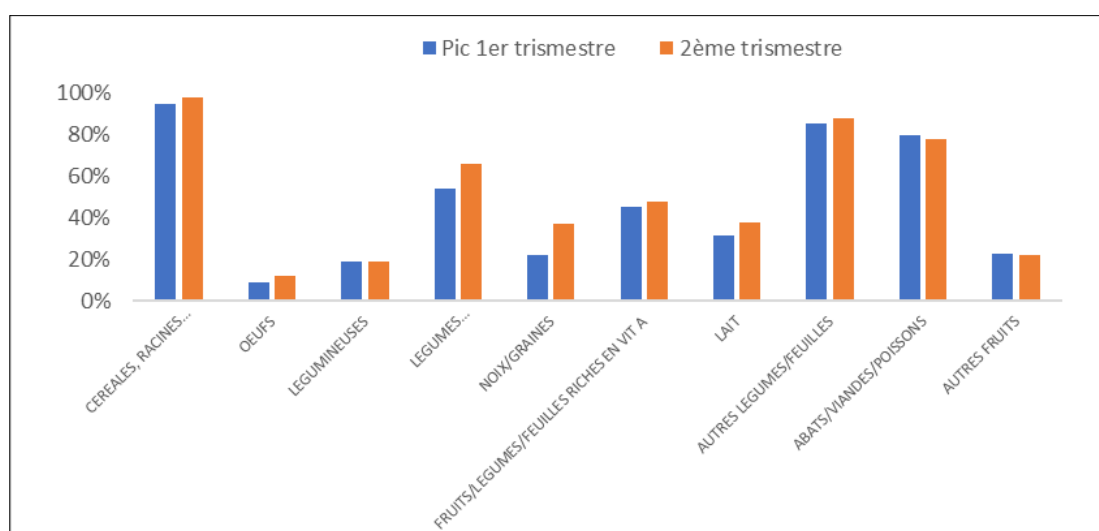
6 DIVERSITE ALIMENTAIRE DES FEMMES

L'analyse de la diversité alimentaire des femmes se rapporte aux données collectées auprès de 153 femmes. Il est alors nécessaire de considérer cette analyse avec la plus grande prudence. Néanmoins, la proportion de femmes qui ont une diversité alimentaire considérée comme en crise ou pire (c'est-à-dire moins de 3 groupes d'aliments, selon la méthodologie du CH), pour le deuxième trimestre est de 22,2% contre 33% comme pic du premier trimestre (Février 2021). Quant à la proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui ont une diversité alimentaire minimale (au moins 5 groupes aliments différents), elle est de 51% contre 54% (Pic du premier trimestre).

En termes de groupe d'aliments consommés par les femmes de 15-49 ans, comme au premier trimestre, le groupe de cé-

réales, racines et tubercules est en tête avec 94,8% suivi du groupe des autres légumes et feuilles vertes (85,6%) et le groupe d'abats, viande et poisson (79,7%).

A noter que l'analyse des données sur la diversité alimentaire des femmes est une mesure qualitative de la consommation alimentaire, qui rend compte de la variété des aliments auxquels les femmes ont accès. De ce fait, elle constitue une mesure approchée de l'adéquation nutritionnelle du régime alimentaire chez les femmes. Cependant, un suivi de la situation nutritionnelle des femmes, notamment les femmes enceintes et allaitantes ; et en particulier des carences en micronutriments reste nécessaire pour évaluer les besoins spécifiques en nutriment afin d'y apporter des réponses adaptées.



Graphique 2: Tendence proportion de femmes interrogées ayant consommé les différents groupes d'aliment entre le 1er et 2ème trimestre

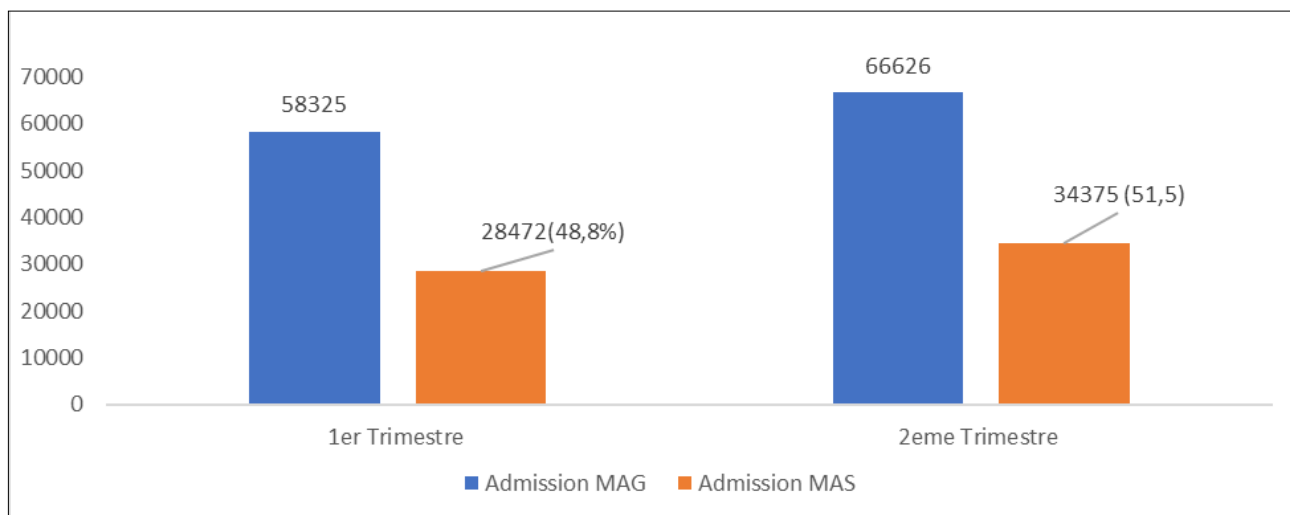
7 ACCES AUX SERVICES DE SANTE ET NUTRITION

Se référant aux données mVAM du 2ième trimestre 2021, une détérioration de l'accès aux services de santé est observée par rapport aux données du 1er trimestre. En effet 40,7% des répondants ont affirmé non à la question de savoir si eux ou leurs ménages avaient normalement accès au centre de santé / hôpital / clinique et à d'autres services de santé tels que les pharmacies. Cette proportion est supérieure à celle la plus importante au premier trimestre qui était à 33,2% en janvier. Comme au premier trimestre le manque de moyens financiers et la longue distance des centres de santé constituent les principales raisons limitant avec respectivement 81,6% pour le manque d'argent et 13,2% pour la distance.

Les données de suivi de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ou modérée (MAM) dans les structures de santé montrent qu'au cours du 2ème trimestre 66 626 ont été pris en charges pour la malnutrition aiguë contre 58 325

enfants au 1er trimestre. Parmi les enfants pris en charge ; 34 375 enfants souffraient de la MAS soit une proportion de 51,5% (DHIS2, Ministère de la santé).

Par rapport au dépistage, seulement 16,5% des parents d'enfants 6 à 23 mois affirment que leurs enfants avaient été dépistés au cours du mois précédent. Au mois de janvier du premier trimestre, cette proportion était de 36%. Parmi les enfants dépistés, aucun d'entre eux n'avaient été dépistés à travers la stratégie PB mère. Le dépistage a été réalisé par les agents de santé au niveau des centres de santé, des Agents de Santé Communautaire et les relais communautaires avec respectivement 42,1% ; 23% et 32,1%. Or, la stratégie de dépistage PB mère est un des meilleurs moyens pour renforcer le dépistage de routine mais aussi la détection précoce de la malnutrition. Un accent particulier devrait être mis sur cette stratégie pour améliorer le taux de dépistage.



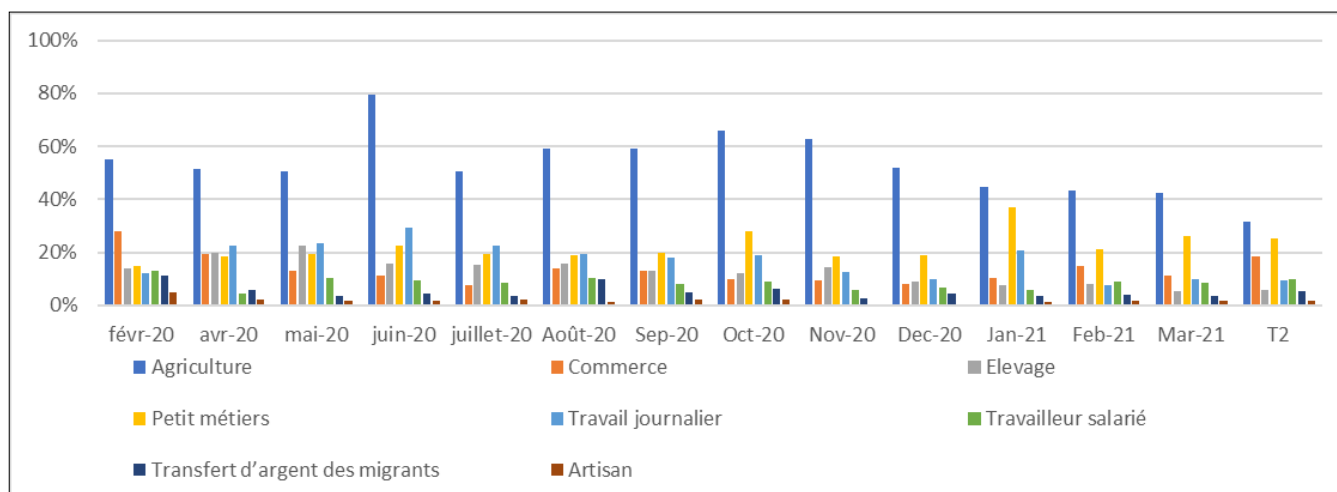
Graphique 3: Evolution de la situation de la prise en charge de la malnutrition entre le 1er et le 2ème trimestre 2021

8 CHANGEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE & STRATEGIES DE SUBSISTANCE

L'évolution des sources principales de revenus/moyens de subsistance des ménages n'a pas enregistré de changements significatifs entre le premier trimestre (mars notamment) et le deuxième trimestre de l'année. Ainsi tout comme au premier trimestre les trois principales sources de revenus des ménages restent par ordre d'importance la production/vente de produits agricoles (31,6%) , les petits métiers (maçon, menuisier, etc.) (25,3%) et le commerce (18,6%).

La proportion des ménages dont la production/vente de produits agricoles constitue une source de revenu connaît cependant une baisse de 11,1 points de pourcentage entre les deux trimestres contrairement au commerce dont le regain - constaté des le premier trimestre- se confirme au deuxième trimestre (+7 point de pourcentage entre les deux trimestres).

La baisse de la proportion des ménages ayant la production/vente de produits agricoles comme source de revenu et le regain de l'activité commerciale s'expliquent par la fin des travaux champêtres (depuis janvier) notamment la récolte d'une part et d'autre part la reprise de certaines activités liées à l'allègement de l'application des mesures contre la COVID - 19 bien que la maladie soit toujours présente.



Graphique 4: Evolution des sources de revenus des ménages entre février 2020 et juin 2021

Le travail salarié (9,8% au deuxième trimestre contre 8,7% au premier) et celui journalier (9,5% au deuxième trimestre contre 9,7% au premier) restent stables entre les deux trimestres.

L'élevage (production et ventes de produits agricoles) reste stable entre les deux trimestres (5,8% au deuxième contre 5,3% au premier) Le transfert d'argent des migrants comme source de revenus des ménages a enregistré +1,7 point de pourcentage entre les deux trimestres.

La proportion de ménage ayant la pêche/chasse/cueillette comme source de revenu connaît une baisse de -2,5 point de pourcentage entre le premier et le deuxième trimestre en passant de 5,3% à 2,9%.

Tout comme au premier trimestre, le recours à leur économie/épargne (50%) et la réduction des dépenses non alimentaires (14%) restent au deuxième trimestre de l'année les deux premières stratégies d'adaptations utilisées par les ménages pour répondre à leurs besoins alimentaires et non alimentaires et/ou atténuer l'éventuel impact négatif de la situation actuelle ou de l'épidémie de Covid-19. Au deuxième trimestre, l'on note également une légère accentuation de l'utilisation de ces deux stratégies d'adaptation. Ainsi, la proportions des ménages qui ont fait recours à leur économie/épargne passe de 46, 6% au premier trimestre à 50% (+4%) au deuxième trimestre et celle qui ont réduit les dépenses non alimentaires passe de 9% à 14% (+5%) pour la même période.

Au deuxième trimestre, les ménages ont fait également un plus grand recours au crédit et la vente de biens productifs et non productifs qu'au premier trimestre. Ainsi, 6% des ménages ont fait recours à la vente de biens productifs et non productifs, 10% ont fait recours à plus de crédit au deuxième contre respectivement 2% et 4% au premier trimestre.

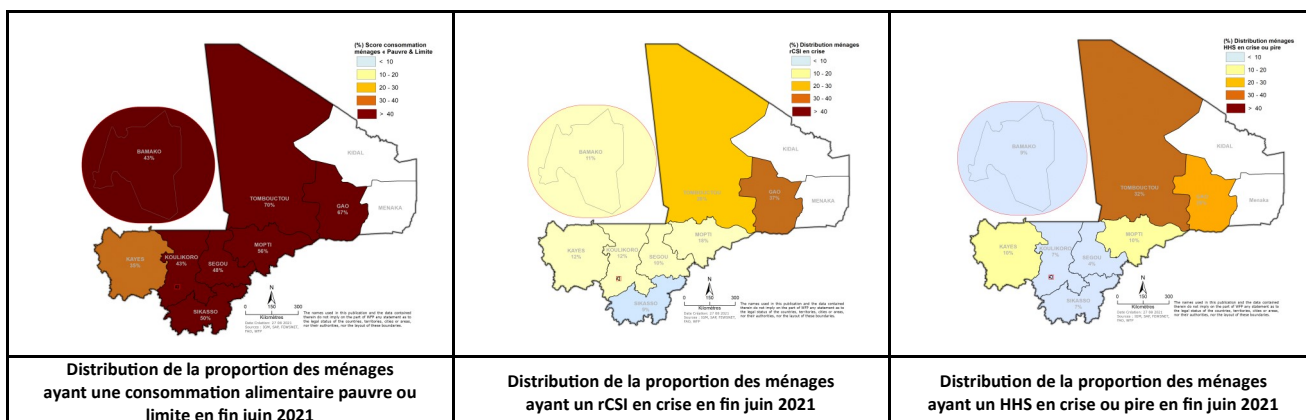
Le recours à l'aide des parents/amis/voisins est aussi une des stratégies utilisées par 7% des ménages. La proportion des ménages qui ont sollicité l'assistance des agences humanitaires reste stable entre le deuxième (2,5%) et le premier trimestre (3%).

Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d'adaptation - Rcsi et l'indice domestique de la faim-HHS) des ménages issus de l'analyse des données mVAM indiquent une stabilité de la situation de sécurité alimentaire dans le pays au deuxième trimestre comparé au premier trimestre.

Avec 49% de ménages, le score de consommation alimentaire pauvre (11%) plus limite (38%) au deuxième trimestre reste très élevé au niveau national malgré une baisse de (-8,5%) comparé au premier trimestre de l'année (57,4%). Au niveau région, le score de consommation alimentaire pauvre se situe entre 6 et 9 % dans les régions de Kayes (6,7%), Koulikoro (7,8%), Sikasso (7,8%) et Ségou (9,1%). Il est très élevé dans les régions de Gao (33,3%), Tombouctou (25,2%) et Mopti (19,6%). Comparé au premier trimestre le SCA pauvre est en baisse dans toutes les région : -33% à Gao, -14% pour Ségou, -11% pour Mopti, entre -1 à -8 % pour les autres régions.

Au deuxième trimestre de l'année, 14,5% des ménages contre 15% au premier trimestre ont utilisé des stratégies d'adaptation alimentaire de crise marquant ainsi une stabilité entre les deux périodes. Au niveau des régions, Gao affiche la plus forte proportion de ménage ayant fait recours aux stratégies de crise (37%) suivi de Tombouctou (28%) et de Mopti (18%). Les autres régions enregistrent des proportions de 7 à 12% de ménages ayant utilisé des stratégies d'adaptation de crise : 12% pour Kayes et Koulikoro, 10,2% pour Ségou et 7,8% pour Sikasso. Comparé au premier trimestre, la proportion des ménages ayant fait recours aux stratégies d'adaptation de crise au deuxième trimestre enregistre une baisse significative de -30% pour la région de Gao, et de légères baisses de -8% pour la région de Tombouctou et le District de Bamako. Par contre la région de Sikasso connaît une hausse de +7% de la proportion des ménages ayant fait recours aux stratégies d'adaptation de crise entre le premier et le deuxième trimestre. L'évolution de cet indicateur reste stable pour les autres régions entre les deux périodes concernées.

La proportion des ménages avec faim modérée à très grave est de 11% au deuxième trimestre au niveau national contre 12% au premier trimestre soit une baisse de -1 point pourcentage. Au niveau régional, les régions de Tombouctou (32,4%) et Gao (26%) ont les plus fortes proportions de ménages avec faim modérée à grave. Toutes les autres régions ont des proportions de ménages avec faim modérée à grave entre 3,7 % (Ségou) à 11% (Kayes) en passant par 7% pour les régions de Koulikoro et Sikasso et 9% pour le District de Bamako et 10% pour la région de Mopti. Comparé au premier trimestre de l'année, seule la région de Mopti enregistre une baisse significative de 12,2% de la proportion des ménages avec faim modérée à grave au deuxième trimestre suivie de celle de Gao qui affiche une légère baisse de -7,4%. Toutes les autres régions affichent une stabilité de la proportion des ménages avec faim modérée à grave entre le premier et le deuxième trimestre de l'année.



Au niveau national les résultats du mVAM pour le deuxième trimestre de l'année indiquent :

- ⇒ une baisse de (-8,5%) de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre plus limite entre le premier (57,4%) et le deuxième trimestre (48,9%),
- ⇒ une stabilité concernant le recours des ménages aux stratégies alimentaires d'adaptation (14,5% des ménages au deuxième trimestre et 15% au premier trimestre ont utilisé des stratégies en crise),
- ⇒ une stabilité de l'indice domestique de la faim des ménages HHS (11% et 12% des ménages avec faim modérée à grave respectivement au 2e trimestre et au 1er trimestre soit -1%) ;

Au deuxième trimestre de l'année, les indicateurs de sécurité alimentaire indiquent un niveau d'insécurité alimentaire élevé dans l'ensemble du pays, mais stable comparé au premier trimestre (amélioration de la consommation alimentaire stabilité du recours des ménages aux stratégies d'adaptation alimentaire et de la proportion des ménages avec faim modéré à grave).

9 PREOCCUPATIONS ACTUELLES DES MENAGES

La principale préoccupation exprimée par les ménages durant ce trimestre reste la crainte d'une pénurie de nourriture 83,7%. Les 2 autres préoccupations sont la perte d'emploi (manque de travail) 19,8% et la peur de tomber malade 19,5%.

La pénurie de médicament 7,2% et l'insécurité (en raison de la criminalité) 5,1% constituent également des préoccupations des ménages.

En ce qui concerne les **principaux besoins prioritaires** des ménages, ils sont :

Pour les femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) :

- ⇒ Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers, les Fruits/Jus ainsi que les vitamines ;
- ⇒ La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'argent, le travail et les habillements;

Pour les enfants de moins de 5 ans et les adolescents :

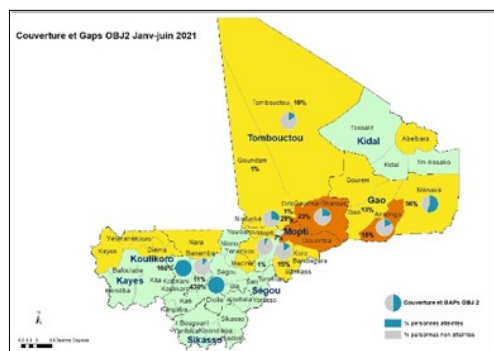
- ⇒ Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : Céréales, Lait/Produits laitiers et les Fruits/Jus
- ⇒ La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'éducation/école et les habillements.

10 BILAN DE LA REPONSE HUMANITAIRE (ASSISTANCE ALIMENTAIRE & APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE et NUTRITION) PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 2020

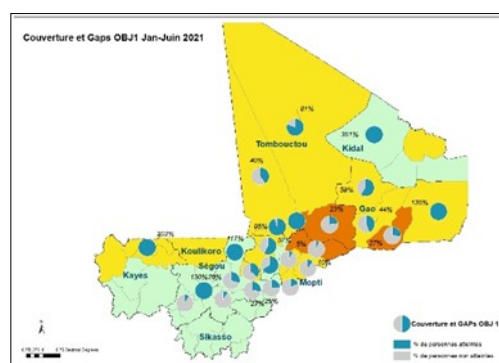
Le Cadre Harmonisé de Mars 2021 a identifié plus de 1,3 millions de personnes attendues en insécurité alimentaire aigüe (Crise ou urgence alimentaire) au Mali pendant la période de soudure 2021. Cette situation est la résultante de la triple crise Changement Climatique – Conflit – Covid19.

A la fin juin, **382 292 personnes** ont bénéficié d'une assistance alimentaire d'urgence sous forme de cash/ coupon ou en nature. Cela représente **29%** de la cible de 1,3 millions de personnes. Le niveau de l'assistance sera rehaussé en juillet avec les assistances prévues du PAM et de l'Etat.

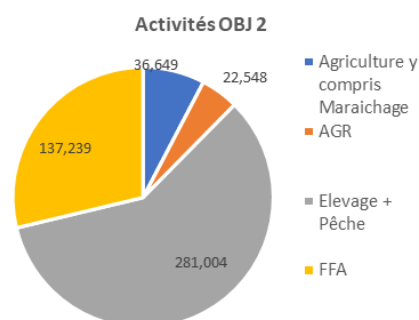
Les activités mises en œuvre au sein du Cluster ont permis d'atteindre **477 440 personnes**, soit **23%** de la cible de **2,1 millions** de personnes. L'appui à l'élevage est de 59% et les FFA représentent 29%. Ensuite, viennent l'appui à l'agriculture et aux AGRs.



Carte 8 : Couverture et gap OBJ 2 Janv—Juin 2021



Carte 7 : Couverture et gap OBJ 1 Janv—Juin 2021



Graphique 5 : Secteurs couverts par la réponse dans le cadre de l'OBJ 2

Au deuxième trimestre de l'année, les indicateurs de sécurité alimentaire montrent une consommation alimentaire pauvre plus limitée en baisse et une stabilité relative pour la proportion de ménages ayant eu recours aux stratégies d'adaptation alimentaire (rCSI) de crise et la proportion de ménage avec faim modérée à très grave par rapport au premier trimestre. Pour ce qui concerne l'adoption des stratégies d'adaptation non alimentaires, durant ce deuxième trimestre les ménages ont de plus en plus fait recours au crédit et à la vente des biens productifs et non productifs comparé au premier trimestre.

La proportion de femmes qui ont une diversité alimentaire considérée comme en crise ou pire (c'est-à-dire moins de 3 groupes d'aliments, selon la méthodologie du CH), est passée de 33% comme pic du premier trimestre (Février 2021) à 22,2% au deuxième trimestre. Par ailleurs, la proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui ont une diversité alimentaire d'au moins 5 groupes aliments différents est passée de 54% (Pic du premier trimestre) à 51% pour ce 2e trimestre. Comme au premier trimestre, les groupes d'aliments consommés par les femmes de 15-49 ans sont le groupe de céréales, racines et tubercules avec 94,8% suivi du groupe des autres légumes et feuilles vertes (85,6%) et le groupe d'abats, viande et poisson (79,7%).

Dans une grande partie du pays, l'accès aux services de la santé reste un défi et cette situation s'est détériorée un peu plus durant ce 2e trimestre. En effet, au deuxième trimestre de l'année, 40,7% (contre 33,2% au premier trimestre) des répondants ont des difficultés d'accès au centre de santé / hôpital / clinique et à d'autres services de santé tels que les pharmacies. Ces difficultés d'accès aux services de santé, comme au premier trimestre sont principalement liées au manque de moyens financiers et la longue distance des centres de santé qui sont les principales.

Quant à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ou modérée (MAM) dans les structures de santé, 66 626 enfants ont été pris en charges pour la malnutrition aiguë au 2e trimestre contre 58 325 enfants au 1er trimestre et parmi les enfants pris en charge 51,5% souffraient de la MAS (DHIS2, ministère de la Santé). Par rapport au dépistage, parmi les enfants dépistés, aucun d'entre eux n'avaient été dépistés à travers la stratégie PB mère qui est un des meilleurs moyens pour renforcer le dépistage de routine mais aussi la détection précoce de la malnutrition. Un accent particulier devrait être mis sur cette stratégie pour améliorer le taux de dépistage.

La situation de la pandémie de COVID 19 reste toujours préoccupante pour le Mali au regard de la persistance des cas en cette fin de juin 2021. Bien que le nombre de cas guéri ait connu une bonne évolution, le nombre de contamination a aussi augmenté de plus de 1190 nouveaux cas entre la fin du mois d'avril et de juin. Le défi majeur dans la lutte contre cette maladie reste la prise de conscience, l'adoption des mesures barrières et l'acceptation de la vaccination par les différentes couches de la population. Des efforts doivent se poursuivre par l'état malien et ses partenaires pour sensibiliser les populations sur l'adoption des mesures barrières et l'acceptation de la vaccination.

Au regard de l'évolution des indicateurs de sécurité alimentaire en dépit d'une stabilité de la consommation alimentaire certainement liée aux assistances humanitaires en cours en ce début de soudure, les ménages dans les zones d'insécurité et dans les zones dépendant des revenus de transfert connaissent des difficultés à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaire et non alimentaire.

